



### **Délocalisations de la SNCF vers le Maroc. Une réponse commune de l'Organisation Démocratique du Rail (Maroc), Sud Rail et Attac Maroc**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, une partie du service de facturation de l'activité frêt de la SNCF a été délocalisée au Maroc, auprès d'une société franco-belge, la FEDASO, localisée à Fès.

On a en fait là une double externalisation :

- 1- celle d'une entreprise publique, la SNCF, auprès d'une société privée, la FEDASO, ce qui revient à une privatisation rampante de l'entreprise publique, dont les activités, petit bout par petit bout, passent au secteur privé, tandis que la libéralisation du rail avance à grand pas avec l'arrivée de Veolia et Bouygues sur le réseau ferré.
- 2- Celle d'une multinationale de la saisie informatique, la FEDASO, filiale du groupe néerlandais Wegener, implanté dans 16 pays européens et réalisation 1 milliard d'euros de chiffre d'affaire. Son siège est à Bruxelles et elle dispose d'un bureau commercial à Paris, mais l'ensemble de l'activité de saisie se fait à Fès, où la main-d'œuvre est 3 à 4 fois moins chère et le droit du travail beaucoup plus « souple ».

En outre, le choix du Maroc n'est pas dû au hasard :

Le Maroc, soucieux d'attirer les investisseurs étrangers, offre des terrains à prix cassés, des exonérations fiscales impressionnantes et toutes les garanties pour le rapatriement des bénéficiaires. Il affiche son désir de voir s'implanter sur son territoire les maquiladoras de l'Europe au sein de zones franches qui se multiplient sur toute la géographie du pays et met en avant le faible coût de sa main d'œuvre et des charges sociales comme argument publicitaire.

Les retombées économiques de l'implantation de ces entreprises se réduisent donc à fort peu de choses, tout au plus quelques créations d'emploi. En revanche, les travailleurs français ont tout à perdre de ces délocalisations dans lesquelles les travailleurs marocains ont peu à gagner, n'étant pas à l'abri eux-mêmes d'autres délocalisations vers des pays aux salaires encore plus bas.

Constatant que ces délocalisations/externalisations n'ont d'autres objectifs que d'accélérer le démantèlement des entreprises publiques et de remettre en cause les acquis des travailleurs, Attac Maroc, l'Organisation Démocratique du Rail (ODR) et Sud Rail s'unissent pour exprimer leur refus du grignotage que connaissent aussi bien la SNCF que l'ONCF par l'externalisation et la sous-traitance de pans entiers de leurs activités, qui ne sont qu'une façon d'accélérer leur libéralisation et leur privatisation, au détriment du service public.

Les trois organisations rappellent que ces délocalisations se font pour le bénéfice des multinationales (du nettoyage, de la surveillance, de la saisie...) et non des citoyens et travailleurs des pays qui accueillent ces nouvelles activités, comme on voudrait le faire croire.

Refusant la mise en concurrence des travailleurs, Attac Maroc, l'ODR et Sud Rail s'unissent pour affirmer que c'est vers une extension des droits, des salaires décentés et une amélioration des conditions de vie et de travail que doit tendre l'humanité, et non l'inverse.

**USAGERS ET TRAVAILLEURS UNIS CONTRE LA PRIVATISATION DES CHEMINS DE FER, POUR DES TRANSPORTS AU SERVICE DE TOUS**